

Le chef de l'Etat français s'est rendu hier sur le site d'ArcelorMittal à Gandrange

Une note d'espoir



Nicolas Sarkozy a d'ores et déjà promis aux salariés d'ArcelorMittal qu'il reviendrait les voir

(Photo: AP)

■ A l'issue d'une visite de près de trois quarts d'heure sur le site d'ArcelorMittal à Gandrange, le président français, Nicolas Sarkozy, a assuré hier que l'Etat était disposé à prendre en charge une partie, voire la totalité

des investissements nécessaires pour maintenir en activité l'aciérie, qui fait l'objet d'un plan de restructuration prévoyant la suppression de 595 emplois d'ici à 2009. «Soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal et nous

investirons avec lui, soit nous trouvons un repreneur et nous investirons avec lui», a indiqué le président, qui était accompagné du ministre du Travail, Xavier Bertrand.

■ Lire en Zoom – page 2

Les salariés ont des nerfs d'acier

L'annonce avait fait grand bruit, le 16 janvier. Souhaitant un plan de réorganisation à l'horizon 2009 pour son site de Gandrange, Lakshmi Mittal, patron indien du nouveau géant de l'aciérie ArcelorMittal, indiquait vouloir y supprimer 595 emplois, sur un total de 1.108. Pour la sidérurgie, et plus globalement pour l'emploi en Lorraine, où le chômage recule moins vite qu'ailleurs en France, le coup était évidemment rude. Et ce en dépit des promesses de reclassement de près de 450 employés vers Florange et le Luxembourg. Trois semaines après la douche froide et une manifestation devant le siège d'ArcelorMittal à Luxembourg le 25 janvier, un changement de direction est-il envisageable? L'implication des syndicats, déterminés à trouver une solution, et le soutien – accru depuis hier – de Nicolas Sarkozy pourraient, peut-être, faire pencher la balance. Le verdict tombera, selon toute vraisemblance, au printemps. En attendant, du côté de Gandrange, les nerfs devront être d'acier!

«Notre objectif est de garder des usines ouvertes en France, sachant qu'un pays qui n'a plus d'usines est un pays qui n'a plus d'économie»

Nicolas Sarkozy

En bref

Après Gandrange, un voyage à Toul

Nicolas Sarkozy n'a pas fini d'arpenter la Lorraine qui souffre. Après avoir visité le site ArcelorMittal de Gandrange hier, et d'ores et déjà promis qu'il y reviendrait au printemps, le président de la République se rendra prochainement à Toul, où 826 emplois seront supprimés du côté de l'usine Kléber, conformément à la volonté du groupe Michelin de fermer son site meurthe-et-mosellan de fabrication de pneumatiques. «Il faudra se serrer les coudes dans ce dossier», annonce le chef de l'Etat, reprenant le discours résolument offensif tenu à Gandrange. Première étape pour les salariés en sursis, une réunion devrait associer à l'Elysée les différentes parties en mars prochain, une date étant cependant encore à définir.

Promesse d'investissements

Venu soutenir les salariés du site ArcelorMittal de Gandrange, le président de la République y a indiqué hier matin que l'Etat était «prêt à faire les investissements nécessaires» afin de sauver les 595 emplois menacés par le plan de restructuration.

■ On l'attendait au détour d'une argumentation ou d'un de ces apartés avec son auditoire dont se délecte ce président de la République au style si déroutant.

Sous forme de boutade, l'évocation de son union – en catimini – avec Carla Bruni, deux jours plus tôt, est finalement arrivée à l'issue de la prise de parole de l'intéressé, hier, devant plusieurs centaines de salariés du site ArcelorMittal de Gandrange.

«Gandrange, il n'y a pas mieux pour des vacances de noces», a plaisanté Nicolas Sarkozy en tout début de matinée, au terme d'une visite de trente minutes suivie d'une courte allocution.

Un «bon» mot qui aurait pu froisser ses interlocuteurs si le jeune marié, accompagné du ministre du Travail, Xavier Bertrand, n'avait pas tenu des propos rassurants, voire encourageants, au préalable.

«Nous sommes prêts à faire le nécessaire, quel que soit le propriétaire (de l'unité d'exploitation, ndlr), car notre objectif est de garder des usines ouvertes en France, sachant qu'un pays qui n'a plus d'usines est un pays qui n'a plus d'économie», a ainsi commencé par déclarer le chef de l'Etat, reprenant là un de ses thèmes de campagne électorale,



«Nous allons nous battre», a indiqué Nicolas Sarkozy à la fin de son discours

(Photo: JB Presse)

celui de France «de l'industrie et pas exclusivement des services».

«Je ne peux pas vous donner une solution que je n'ai pas. Néanmoins, soit nous parvenons à convaincre Lakshmi Mittal de revenir sur son plan et nous choisissons d'investir avec lui, soit nous trouvons un reprenneur pour investir à ce moment-là avec celui-ci», a poursuivi le patron de l'exécutif, précisant que ces investissements pourraient concerner les machines ou les quelque trois cents jeunes recrues

des dernières années sur le site. «Je préfère en effet mettre de l'argent dans l'outil de production plutôt que dans l'accompagnement de salariés au chômage ou en préretraite.»

Il reviendra

Selon des syndicats satisfaits, semble-t-il (lire ci-contre), 25 à 30 millions d'euros seraient nécessaires au maintien sur le site des quelque six cents emplois menacés par le plan de réorganisation annoncé par la direction. «Dès que l'expertise que vous,

les syndicats, avez mandatée, sera rendue, j'organiserai une réunion avec son auteur et les organisations syndicales, a priori en avril, afin d'y voir plus clair.»

«Je reviendrai alors vous voir pour vous annoncer quelle solution nous aurons trouvée», ajoutait Nicolas Sarkozy, le verbe haut et l'œil pétillant, au moment d'embarquer pour un voyage officiel en Roumanie.

«Je peux vous le dire, quoi qu'il en soit: nous allons nous battre.»

■ Patrick Muller / JB Presse

Ce qui va se passer dans les prochains mois

Le printemps, saison de l'espoir

Scène un brin surréaliste, hier matin, dans les entrailles du site ArcelorMittal de Gandrange.

■ Combinaison de protection estampillée CGT, étendard à la main, Brice, 43 ans et militant syndical de longue date, opine du chef lorsque s'exprime Nicolas Sarkozy.

Renfrogné de prime abord, franchement enthousiaste au fur et à mesure de l'allocution présidentielle, le Thionvillois finit même par applaudir le discours du chef de l'Etat, pas franchement du même bord politique, pourtant: «Oui, mais son discours m'a plu. Désormais, ce sera suspense, suspense jusqu'au printemps.»

Le printemps, saison de l'espoir pour les «métallo» de Gandrange. A ce moment-là, et plus précisément au mois de mai, les employés du site mosellan devraient en effet être fixés. Ainsi, en mars, le calendrier prévoit la livraison d'un premier rapport d'expertise mandaté par l'inter-syndicale (CGT, CFDT, CGC) de l'usine. Un rapport commandé au cabinet Syndex, expert-comptable depuis une quinzaine d'an-



Le président de la République a assuré son soutien aux salariés

(Photo: AFP)

nées du comité d'établissement. Portant sur un montant estimé à environ 25 millions d'euros, cette alternative à la suppression des 595 emplois sera ensuite attentivement examinée par Nicolas Sarkozy, à Paris, en présence de l'expert et des représentants syndicaux.

Après examen des chiffres, prévisions et autres plans de fonctionnement (une meilleure transmission des savoirs est notamment dans les cartons, ndlr), le

chef de l'Etat statuera et décidera alors s'il défend la contre-expertise.

Ce qu'il fera avec la conviction qu'on lui connaît, a-t-il déclaré hier, pour peu que la viabilité et la validité en soient avérées. Au final, la sentence devrait tomber en mai, ce qui est un peu plus tard que prévu. Mais après avoir repris du poil de la bête, les aciéristes de Gandrange assurent pouvoir attendre. Suspense, suspense, donc.

■ JB Presse

Réactions

«Nous allons dans le bon sens»

Selon Joseph Mascelli (CGT), «le président semble avoir tenu compte de ce qui avait été dit (lorsque ce dernier avait reçu les organisations syndicales à l'Elysée, voici une semaine, ndlr). Rien n'est perdu, nous avons même le sentiment que cela évolue dans le bon sens pour nous et qu'il peut y avoir un projet ou une alternative crédible.»

De son côté, Jean-Pierre Maseret (PS, président du Conseil régional), affirme: «Je prends acte des déclarations du président de la République en notant que son volontarisme industriel rejoint celui de la majorité du Conseil régional (...). Le groupe Mittal, qui a dégagé 6,5 milliards d'euros de bénéfices, a les moyens de financer les investissements utiles à la pérennisation du site (...). Le président de la République a évoqué la nécessaire qualification professionnelle des jeunes recrues du site. Le Conseil régional a déjà fait savoir au groupe Mittal qu'il était prêt, dans le cadre de ses compétences, à s'engager aux côtés de l'employeur, de l'Etat et de l'Union européenne. Le président de la République s'est engagé. Ses engagements devront être tenus et non oubliés.»